

LE SOIR DE BRUXELLES

Mercredi 20 octobre 2010

« Le problème, c'est l'emploi, pas la retraite »

MESKENS, JOELLE

Pour le sociologue Louis Chauvel, le mouvement social en France se trompe de priorité. C'est le plein emploi qui devrait mobiliser toutes les forces de la nation.

La réforme française des retraites ne réglera rien, selon Louis Chauvel. Si elle jette aujourd'hui les manifestants dans la rue, c'est que de profonds maux se sont agrégés dans un climat de révolte générale.

Comment analyser ce mouvement social ? Est-ce un mouvement de plus, comme il y en a souvent en France dès qu'il s'agit de réformes ou ce conflit marque-t-il un vrai tournant dans l'histoire sociale française ?

En France, il se produit un mouvement social sur les retraites tous les sept ou huit ans environ. Il y en a eu un en 1995, puis un autre en 2003 avant celui-ci. Tout simplement parce que les réformes qui ont été proposées jusqu'à présent ne représentent que du bricolage par rapport aux besoins extrêmement lourds sur le long terme puisque l'on gagne deux ans d'espérance de vie tous les dix ans. L'élément particulier aujourd'hui c'est, qu'au-delà de la question des retraites, on voit s'agréger un ensemble de frustrations, de sentiments de colère et d'injustice. Ce qui explique pourquoi les lycéens sont dans la rue alors que la question des retraites ne les concerne pas directement. L'horizon de leur retraite, c'est 2060 ou 2070. Un horizon qui dépasse toutes les réflexions de long terme des responsables politiques.

Les jeunes prêtant main-forte aux retraités : cette « solidarité intergénérationnelle », s'il s'agit de cela, a de quoi surprendre...

En fait les jeunes sont surtout légitimement très inquiets par la précarisation, par la crise économique. Ils sont marqués par un sentiment d'injustice lié à la promesse jamais tenue d'un retour au plein-emploi. Au début des années 2000, les travaux de prospective prévoyaient la fin du chômage en 2010. Or on a atteint un pic historique en décembre 2009 avec un taux de chômage de 26 % chez les jeunes de moins de 25 ans ! Il ne faut pas se leurrer : sans entrer dans la polémique sur leur éventuelle instrumentalisation, il est vraisemblable que les jeunes qui manifestent aujourd'hui pour la retraite à 60 ans sont pris dans le mouvement de foule. Mais ils pourraient très bien dans dix ans exiger la prolongation du travail jusqu'à 70 ans de façon à réduire les charges sociales qui pèseront sur eux pour défendre leurs conditions de vie.

Leur combat est opportuniste ?

Non, ce n'est pas de l'opportunisme. Disons que les jeunes saisissent l'occasion de ce mouvement pour exprimer un malaise qui va bien au-delà. En plus de leurs frustrations sociales, cet été, la question de l'immigration et des Roms a beaucoup choqué les jeunes, y compris les mineurs qui ne sont pas encore en âge de voter. Ils apparaissent aujourd'hui d'autant plus généreux qu'en militant pour la retraite à 60 ans, ils militent pour des choses qui sont très loin de leurs propres intérêts. Mais la société semble se tromper de priorité. C'est le retour au plein-emploi, la résorption de la précarité et la revalorisation des diplômés qui devraient être les objectifs premiers plutôt que le maintien de la retraite à 60 ans qui est insoutenable à long terme. Ces objectifs devraient mobiliser tous les acteurs en présence : le gouvernement, le patronat, les salariés, le monde universitaire, le monde de l'éducation, etc.

Les jeunes soutiennent aujourd'hui les retraités mais ces derniers vivent mieux qu'eux...

Les sexagénaires n'ont jamais été aussi riches alors que les jeunes qui arrivent sur le marché du travail n'ont jamais eu un niveau de vie aussi bas. Les jeunes retraités sont propriétaires à 70 %, donc massivement protégés contre la crise du logement. Les jeunes seniors sont aussi les premiers acheteurs de voitures, les premiers à partir en vacances et mêmes les seuls à pouvoir épargner pour leurs vieux jours. Quel paradoxe !

Une génération a été gâtée, l'autre sacrifiée ?

En France, la retraite à soixante ans est en place depuis 1981, avec un âge réel de cessation d'activité vers 58 ans. Rien n'a changé depuis trente ans et pourtant l'espérance de vie a augmenté de six ans. Ce qui veut dire que les générations qui partent aujourd'hui à la retraite ont payé à peu près les mêmes cotisations que leurs prédécesseurs mais avec six ans de retraite « gratuite » aux frais des générations futures. Les nouvelles générations devront nécessairement subir les conséquences de trente ans passés sans recherche d'équilibre.

Ce qui veut dire que pour faire une réforme vraiment courageuse, il aurait fallu s'attaquer au montant des pensions ?

La vie est difficile pour tous, mais il est évident qu'il faudrait faire participer les retraités, en particulier ceux des classes moyennes et des classes moyennes supérieures à l'effort collectif de préparation de l'avenir. Vaut-il mieux consacrer l'argent aux retraités ou à l'investissement pour de meilleures universités, de meilleurs emplois de jeunes qualifiés ? Malheureusement, les jeunes générations sont aujourd'hui la variable d'ajustement de l'Etat social. Ce même Etat-providence favorise aujourd'hui les retraités qui étaient déjà la génération favorisée des Trente Glorieuses. Les jeunes générations qui prendront leur retraite en 2030 ou en 2040 et dont les pensions ne seront pas garanties seront celles qui auront déjà subi le chômage de masse depuis les années 80... C'est une double injustice.

Comment expliquer alors cet agrégat social d'aujourd'hui ?

Il est clair que les frustrations vis-à-vis du gouvernement sont extrêmement fortes. Je pense que cette réforme serait passée comme une lettre à la poste en 2007 ou même en 2008. La France est marquée par une situation sinon pré-révolutionnaire du moins très révoltée. Trois raisons évidentes : d'énormes frustrations liées à des promesses non tenues (le « travailler plus pour gagner plus » du candidat Sarkozy en 2007), l'accumulation de déficit public qui prive le pouvoir politique de leviers d'action et la lutte intestine des élites entre elles. Ce rejet très fort du gouvernement conduira sans doute le parti socialiste à gagner la présidentielle de 2012. Mais que fera-t-il ensuite ? Je crains qu'en annonçant de façon plus ou moins nuancée un retour à la retraite à soixante ans, les candidats socialistes à la présidentielle prennent aujourd'hui des positions intenable qui donneront lieu à des frustrations extrêmes en 2012.

Si l'on voit surtout les lycéens et, dans une moindre mesure, les étudiants dans la rue, les jeunes précaires n'y sont pas.

C'est ce qui me frappe avant tout. La population la plus en souffrance, ce sont les jeunes chômeurs, avec ou sans diplôme, et les jeunes travailleurs précaires. Cela fait trente-cinq ans que cette partie de la population est le maillon souffrant et silencieux de la société. Mais personne ne s'intéresse à eux. Et on ne les entend pas. Pour une raison simple : c'est que ces populations sont aussi atomisées. Dans les lycées, les universités, à la SNCF, à la RATP, dans le secteur du pétrole où l'on manifeste, on trouve des centaines de personnes qui partagent les mêmes conditions et les mêmes intérêts. Mais je ne pense pas que ce soit eux les éléments les plus en souffrance. Le problème des jeunes les plus exploités, c'est qu'ils sont aussi isolés dans l'espace social. Lors du mouvement social de l'hiver 1995, quand le pays avait été paralysé pendant plusieurs semaines, on voyait des réflexes de solidarité : le covoiturage, etc. Cette fois, chacun se rue à la pompe à essence.

L'individualisme l'emporte sur le combat collectif ?

Les situations ne sont pas comparables. En 1995, les grèves avaient surtout touché les chemins de fer. Cette fois la pénurie d'essence touche des automobilistes seuls au volant.

Il est évident que s'il y avait une pénurie de vivres, chacun ferait ses provisions. Il ne faut pas en tirer de conclusions sur le repli de la société.

P.2 & 3 Le pouvoir en panne sèche

Louis Chauvel

Ce sociologue français, professeur à l'Institut d'études politiques de Paris (Sciences po) et chercheur à l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE) ainsi qu'à l'Observatoire sociologique du changement (OSC) est un spécialiste de l'évolution de l'Etat-providence et des relations entre générations. Ses travaux soulignent l'accroissement des inégalités entre la génération issue des « Trente Glorieuses » qui n'a jamais été aussi aisée et la jeune génération qui arrive sur le marché du travail. Des inégalités qui concernent aussi les retraites. Il a publié plusieurs ouvrages, dont « Le Destin des générations » paru aux Presses universitaires de France (PUF) (1998) et « Les classes moyennes à la dérive » aux éditions du Seuil (2006).